

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

NOUVELLES POLITIQUES
NATIONALES ET ÉTRANGÈRES.Du JEUDI 12 Septembre 1793, l'an 2^e. de la République.

Le Bureau des *Nouvelles Politiques*, &c., Feuille qui paroît tous les jours, est établi rue S. Honoré, vis-à-vis l'ancien Hôtel de Noailles, n^o. 1499, près les Jacobins. Le prix de la souscription est de 42 liv. par an, de 21 liv. pour six mois, & de 12 liv. pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être adressées au citoyen FONTANILLE, Directeur du Bureau, & non à d'autres. L'abonnement doit commencer le 1^{er}. d'un mois, & on ne reçoit point de lettres non-affranchies.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 30 août.

L'EMPEREUR fait acheter en Gallicie 200 mille boisseaux d'avoine : cette grosse quantité passera facilement par la Vistule à Dantzick, où on l'embaquera pour Rotterdam, de-là une partie sera envoyée à Anvers & à Ostende, & l'autre partie remontera le Rhin jusqu'au-dessus de Mayence; sans doute que les barques chargées de cette avoine n'éprouveront aucun retard aux 25 ou 30 péages qui entravent, d'une manière si ridicule, la navigation du Rhin.

Quelques riches Hongrois ont offert à la cour de Vienne de lui livrer gratuitement 5 mille bœufs pour l'armée du Rhin. On observe que, les fourrages étant abondans le long du Danube, les transports de bœufs & de chevaux de Hongrie se font d'une manière aisée & peu dispendieuse. Les magasins qui sont à Ulm doivent être complètement approvisionnés. On ne parle ici que du siège prochain de Dunkerque, objet des vœux de l'Angleterre, qui doit tout mettre en usage pour s'emparer de cette place avant la rentrée du parlement : elle a déjà fait passer sur le continent 100 grosses pièces d'artillerie & beaucoup de mortiers. On raisonne sur une batterie flottante qui doit être employée à ce siège; mais on n'annonce pas de quelle nature est cette batterie.

La Hollande, suivant nos nouvelles publiques, doit armer encore huit vaisseaux de ligne & cinq frégates, qu'elle fera passer dans la Méditerranée, & alors une partie de l'escadre de l'amiral Hood passera en Amérique.

Les Anglois se proposent d'acheter tous les vins de Portugal. Si l'on ouvre à travers la Pologne un débouché aux vins de Hongrie, qui sont excellens & à bas prix, la France pourroit, dans la suite, perdre une partie importante de son commerce direct ou indirect dans le Nord.

De Deux-Ponts, le 25 août.

Une partie de l'armée prussienne se trouve à Mertenée, à trois lieues d'ici, & son avant-garde s'étend de Kneutzberg jusqu'à Einet. Hier les Prussiens tenterent de rétablir un pont coupé par les François; mais ils en furent empêchés par des boulets que l'ennemi leur tira de la hauteur de Wartweiler : les François se sont retirés de là. Nous croyons que leur avant-garde s'est repliée sur leur camp de Saarlouis.

Le général prussien, prince de Hohenlohe, est campé depuis peu à Bederfeld, entre Hombourg & Limbach; ses avant-postes s'étendent jusqu'à Limbach, que les François ont évacué après avoir eu du dessous dans plusieurs petits combats : dans l'un de ceux-ci on a enveloppé une compagnie franche, avec 2 canons qui ont été pris par les Prussiens, ainsi que 90 à 100 hommes.

Hier le prince de Hohenlohe ayant attaqué l'ennemi près de Hornbach, l'a chassé de tous ses avant-postes sur les hauteurs de Pirmasens : après cette expédition, les Prussiens revinrent dans leur camp. Les François sont aussi venus ce matin occuper de nouveau les postes abandonnés.

Pendant cette même attaque le duc de Brunswick, arrivé le 16 à Rorbach, canonna vivement l'avant-garde du camp ennemi de Saarbruck, qui fut obligée de se replier. Tout annonce que la petite guerre va se faire avec la plus grande vivacité. On assure aussi que les troupes allemandes tenteront incessamment d'entrer en France par Bitche.

PROVINCES-UNIES.

De la Haye, le 2 septembre.

Le greffier des états-généraux, Fagel, a été envoyé secrètement à Londres : on le dit chargé d'entamer des négociations pacifiques. En attendant, les frais énormes vont leur train : déjà le produit immense du cinquantième est dissipé; déjà les états de Hollande ont ouvert un emprunt de 10 millions de florins par forme de loterie. On est forcé, pour subvenir aux dépenses, de recourir à l'impôt odieux de la capitulation, qui sera établi incessamment.

Notre armée a beaucoup souffert, & paroît de plus en plus découragée. On vient de faire partir de Bois-le-Duc un nouveau train d'artillerie destiné pour l'armée. La troisième colonne de nos troupes s'est pareillement mise en marche pour les Pays-Bas; de sorte que toutes nos villes sont presque entièrement sans garnisons.

Le nombre des malades augmente considérablement dans les armées combinées; tous les hôpitaux en regorgent.

On assure que le corps de troupes prussiennes, commandé par le général de Knobelsdorff, qui sert en ce moment sous les ordres du prince de Saxe-Cobourg, ira joindre la grande armée prussienne sur les bords du Rhin, tandis que les Autrichiens, qui ont été employés au siège de Mayence, viendront le remplacer dans les Pays-Bas.

FRANCE.

DÉPARTEMENT DE SAÔNE ET LOIRE.

De Mâcon, le 2 septembre.

Toutes les troupes devant Lyon sont dans les meilleures dispositions; si l'on peut se plaindre de quelque chose, c'est de la trop grande ardeur de nos soldats. Souvent le courage les emporte au loin: nos patrouilles vont jusqu'au fauxbourg de Veze. Les mulfadins craignent les soldats de la liberté; j'en ai vu faire 600 devant 30 républicains. Nous ne pouvons jamais les atteindre; ils ont des jambes de cerf, & leur lâcheté est telle, que notre armée de Limonay n'a pas encore pu avoir une action avec ces scélérats.

Cependant ce siège donne quelques inquiétudes: ce n'est pas que l'on doute du succès de l'expédition; mais elle est menée trop lentement. On se plaint qu'il n'y ait pas assez de pièces de 16; on auroit dû pourvoir à cela. Il se fait une guerre de postes, meurtrière, qui n'aboutit à aucun résultat: il n'y a que la célérité qui puisse opérer un succès.

Il s'est fait une canonnade pendant deux jours, ensuite elle s'est rallentie; pendant ce tems-là, les Lyonnais éteignent le feu de leurs maisons. On exagère beaucoup le nombre des édifices brûlés; il y en a eu tout au plus soixante, selon le rapport d'une personne sortie de Lyon: encore parmi ces maisons compte-t-on l'hôpital où sont les sans culottes.

De Paris, le 12 septembre.

Les dernières lettres de Copenhague annoncent le départ de la flotte russe, & des lettres de Rostok portent qu'on a vu dans la Baltique 33 bâtimens russes: On ne peut plus douter que cette flotte ne retourne hiverner dans ses ports. Le Danemarck & la Suède paroissent disposés à soutenir leurs anciens principes de neutralité, & déjà ils se préparent à repousser la force par la force.

On prétend que la mission des escadres angloises a pour but de protéger la rentrée de diverses flottes marchandes. L'amiral Howe est rentré en Angleterre pour prendre un renfort de matelots, & un des vaisseaux, dans la crainte que l'escadre française, tenant la mer en échec, débouche quelques vaisseaux excédens qui pourroient aller à la rencontre de ces flottes.

Le bulletin de l'armée campée à Limonay, des 2 & 3 de ce mois, porte que Lyon continue à être bombardé; le bombardement ne cessera que lorsque la garnison de Valenciennes sera arrivée; alors on fera le blocus de la ville. Le général Kellermann est parti pour le Mont-Blanc, où sa présence est nécessaire pour contenir les ennemis extérieurs. C'est le général Coustard qui le remplace. Servan, adjudant-général de Pressy, qui fut fait prisonnier il y a quelques jours, a été fusillé à la tête du camp de la Guillotière.

Il paroît que les hommes suspects arrêtés dans les départemens voisins, vont être transférés à Paris; & c'est pour cette raison qu'on a traduit à Bicêtre tous les prisonniers qui étoient détenus à la Force; cette dernière prison est destinée à recevoir toutes les personnes qui ont été arrêtées à Senlis, à Beauvais & à Chantilly. Les malveillans ont publié que cette translation avoit été faite pour massacrer les prisonniers, & qu'il y avoit une guillotine à Bicêtre. L'administration de police, par une affiche, vient de détruire ces bruits absurdes & mensongers.

Bauvois, ci-devant gentilhomme breton; Gabriel Prevost,

ci-devant contrôleur-général des fermes de Nancy; le ci-devant comte de Gamachie, Noël de la Michodière, Périgny, ci-devant adjoint au ministre de la marine, & Degoy, secrétaire-greffier du commissaire de police de la section de l'Observatoire, ont été arrêtés & conduits à l'Abbaye.

Toutes les lettres lues à la convention nationale annoncent de nouveaux succès sur les révoltés de la Vendée: de toutes parts ces fanatiques sont pressés & obligés, par la crainte de devenir la proie des flammes, de quitter les forêts qui leur servoient d'asyle. Voici le tableau de la situation des armées républicaines employées à terminer enfin cette malheureuse guerre.

« L'armée de Nantes marche sur le port Saint-Pierre, pour reprendre Machecoul. L'armée d'Ancenis contient les rebelles qui sont postés de l'autre côté de la Loire, à St-Florent, & l'on s'envoie réciproquement des balles & des boulets. Nous avons à Saumur 7 à 8000 hommes, commandés par Sauterre, général en chef provisoire de toute l'armée campée sur les buttes de Bournaud, à une lieue de Saumur; 15,000 hommes sont dans le château que l'on fortifie. L'avant-garde est cantonnée à Dorté, & contient une armée ennemie de 4 à 5 mille brigands, postés à Coron: cette avant-garde pousse ses reconnaissances jusqu'à Vilhiers, Coron & Argenton; tout fuit devant les hussards, qui ramènent tous les jours forcés prisonniers & des bestiaux. Un autre corps de troupes est au Pont-de-Cé & dans les environs, & inquiète les avant-postes des ennemis. A Tours, nous avons encore plusieurs bataillons de gardes nationaux. Armée de Niort: nous avons à Saint-Maixent 1500 hommes, à Niort, 3000 hommes, à Fontenay-le-Comble, 9000. L'armée de Luçon est au-delà de Chantonay, & composée de 9 à 10 mille hommes. L'armée des Sables a pris la Roche-sur-Yon, & couvre la gauche de l'armée de Luçon, qui est au cœur de la Vendée. La brave garnison de Mayence, commandée par Aubert du Bayet, a passé par Angers les 1^{er}, 3 & 4, & a pris la route de Nantes.

La feuille de *sauv public* nous fournit les particularités suivantes sur la manière de vivre de Marie-Antoinette dans sa prison.

« Antoinette se leve tous les jours à sept heures & se couche à dix. Elle appelle ses deux gendarmes *messieurs*, la femme de message, *madame Morel*. Les administrateurs de police & ceux qui l'approchent officiellement, lui disent *madame*. Elle mange avec beaucoup d'appétit, le matin du chocolat & un petit pain; à dîner de la soupe & beaucoup de viande; poulets, côtelettes de veau & de mouton: elle ne boit que de l'eau ainsi que sa mère, dit-elle, qui ne but jamais de vin. Elle a quitté la lecture des révolutions d'Angleterre, & lit actuellement le voyage du jeune *Anacharis*. A peine est-elle sortie du lit qu'elle se poudre: elle fait sa toilette elle-même, avec cette coquetterie qui n'abandonne point une femme au dernier soupir. Sa chambre donne sur la prison des femmes; mais celles-ci n'ont point l'air de prendre garde au voisinage d'une ci-devant reine ».

COMMUNE DE PARIS.

Du 10 septembre.

L'administration de police a donné lecture d'un procès-verbal relatif à des perquisitions faites dans la prison de Marie-Antoinette. En vertu d'un ordre du comité de sûreté générale, on a enlevé à Antoinette tous ses bijoux, bagues,

anneaux & n
aux gendarm
cette lecture
pour s'être p
ministrateurs
mettoient à u

libéroit pas
jour, motivé
que le consei
pression des

Les jeunes
berté de le
comme suspi
rans de son

tendre attach
dévoué leurs
poudre à ces
vement été

tant ensuite
expressions:
publicains ne

à la patrie,
& le conseil
découvrir l'a
royée à la p

Garin & l
tances, font
bre a deman
conseil, et si
il a formé t

avoient à dir
réité leur
Desavanne a

Garin s'est
ce citoyen co
ses comptes

Sur le réco
tous les jeu
après le dépa
Paris, seront
termes de la

C o m
(P
Sui

Le départe
patriotisme:
compagnies
détachemens

avoit déjà fo
y sont seque
à mille 200
& à meilleur

— La condui
ment au pro

Le généra
bleffures gra
server ses ch
passe à l'ord

Moÿse Bay
les villes act
roient avec l'
aux François

anneaux & montres. De nouvelles conignes ont été données aux gendarmes qui gardent les avenues de sa prison. Après cette lecture, l'administration a dénoncé trois officiers de paix pour s'être permis de contrefaire les signatures de trois administrateurs, & de dresser ainsi des mandats d'arrêt qu'ils mettroient à exécution, lorsque le malheureux proferit ne se libérerait pas à force d'argent. Le conseil a passé à l'ordre du jour, motivé sur un précédent arrêté par lequel il est dit que le conseil ira demander à la convention nationale la suppression des officiers de paix.

Les jeunes élèves de la patrie sont venus réclamer la liberté de leur instituteur, le citoyen Antheaume, arrêté comme suspect; ils se sont rendus individuellement les garans de son patriotisme, & ont fini par protester de leur tendre attachement pour ce citoyen auquel ils ont dit avoir dévoué leurs cœurs & leur corps. Chaumette, avant de répondre à ces enfans, a observé que leur pétition avoit sûrement été rédigée par quelque personne suspecte. S'adressant ensuite à eux, il leur a fait sentir l'inconséquence de ces expressions : *Nous dévouons nos cœurs & nos corps*. Des républicains ne doivent désirer la mort que quand elle est utile à la patrie, & non pour un instituteur. Chaumette a requis, & le conseil a arrêté qu'il seroit pris des informations pour découvrir l'auteur de la pétition qui, à cet effet, a été renvoyée à la police.

Garin & Desfayanne, ci-devant administrateurs des subsistances, sont entrés dans la salle avec leurs gardes. Un membre a demandé aussi-tôt pourquoi Desfayanne, exclu du conseil, osait y rentrer. Desfayanne est monté à la tribune; il a sommé tous les membres & le maire de déclarer ce qu'ils avoient à dire contre lui. Tous les membres & le maire ayant réitéré leur dépositions, le conseil a maintenu son arrêté, & Desfayanne a été éconduit au milieu des huées des tribunes.

Garin s'est présenté aussi à la censure : il a été arrêté que ce citoyen continueroit d'être gardé à vue. La reddition de ses comptes déterminera l'opinion qu'on doit avoir de lui.

Sur le réquisitoire de Chaumette, le conseil a arrêté que tous les jeunes gens, depuis 18 ans jusqu'à 25 ans, qui, après le départ de l'armée en réquisition, se trouveroient à Paris, seroient déclarés déserteurs, & traités comme tels aux termes de la loi.

CONVENTION NATIONALE.

(Présidence du citoyen Billaut-Varenes).

Suite de la séance du mardi 10 septembre.

Le département de la Côte-d'Or se signale par le plus pur patriotisme; il vient d'organiser sept bataillons & plusieurs compagnies de canonniers; il a envoyé en outre plusieurs détachemens sur Lyon : lors du dernier recrutement, il avoit déjà fourni 4 mille hommes : tous les chevaux de luxe y sont séquestrés pour le service public; il a en magasin 2 mille 200 habits, & 4 mille 650 culottes de bon draps, & à meilleur prix que les effets délivrés par les fournisseurs. — La conduite de ce département sera mentionnée honorablement au procès-verbal.

Le général Achille du Châtelet, incommodé par plusieurs blessures graves, envoie sa démission, & demande de conserver ses chevaux, & d'être excepté des réquisitions. L'on passe à l'ordre du jour.

Moyse Bayle propose de déclarer ennemis de la république les villes actuellement en rébellion, & celles qui capituleroient avec l'ennemi avant le terme fixé par la loi; d'accorder aux François, qui reprendront ces villes, les biens des contre-

révolutionnaires qui les habitent; & enfin d'établir, près de chaque armée, une commission qui seroit chargée de faire le partage égal de ces biens. — Ce projet est renvoyé à l'examen de plusieurs comités.

Un soldat françois, malade de dysenterie, se rendoit de Cambrai à Saint-Quentin; il fait rencontre de cinq voltigeurs autrichiens, qui lui crient : *Es-tu citoyen?* — *Oui*, répond avec fermeté le soldat-citoyen. Aussi-tôt les barbares se précipitent sur lui, le mutilent à coups de sabres, & le laissent exsaler dans son sang : une heure après cet événement, ce malheureux soldat est trouvé par l'un de nos détachemens, on le transporte à l'hôpital de Saint-Quentin, où il n'a que le tems de faire sa déclaration. La société populaire de Saint-Quentin, qui donne connoissance de ce fait, demande que les généraux ennemis soient sommés de déclarer s'ils entendent faire la guerre en cannibales, en antropophages. — La convention écrete que cette lettre sera insérée au bulletin; elle servira à redoubler l'horreur pour le régime des tyrans.

Séance du mercredi 11 septembre.

Plusieurs sociétés populaires envoient des adresses dans lesquelles on invite la convention à ne quitter son poste qu'après que l'édifice de la liberté sera consolidé.

Plusieurs administrateurs du département de la Lozère abandonnent leurs fonctions : l'assemblée charge ses commissaires de choisir pour remplacer ces administrateurs, des hommes d'un patriotisme reconnu.

Sur un rapport fait par Lequinio, au nom du comité de la guerre, l'on autorise les représentans-députés à nommer provisoirement les agens qui devront exercer les fonctions de commissaires des guerres pour l'organisation de la nouvelle levée : ces agens seront indemnisés à raison d'un traitement annuel de 4 mille livres.

On passe à l'ordre du jour sur une demande tendante à faire excepter les sexagénaires & les infirmes, du décret qui ordonne la réclusion des prêtres insermentés dans les chefs-lieux de département.

Goupilleau dit que des succès près le Pont-de-Cé ont été annoncés hier; mais qu'on n'a pas donné connoissance d'un échec que nous avons essuyé près de Chantonay : il demande que le comité instruisse la convention de cet événement. — Billaut-Varenes annonce que le comité s'occupe d'un rapport sur les mesures à prendre pour réparer ce malheur.

Un moment après, Barrere se présente à la tribune; il annonce que, dans le moment où nous remportons une victoire vers Nantes, nos troupes recevoient un échec vers le côté où se trouve le général Tunck.

Les représentans-députés écrivent de Saumur, en date du 7 de ce mois, qu'ils viennent d'apprendre la triste nouvelle de la défaite complète de la division stationnée à Chantonay : Tunck avoit quitté son poste quelques jours auparavant. Deux mille hommes de Saumur ont chassé les brigands des hauteurs voisines du Pont-de-Cé. — Le général en chef Rossignol écrit de Saumur, même date, que si l'on avoit suivi rigoureusement le principe de ne jamais attaquer partiellement, nos troupes n'auroient pas essuyé un revers du côté de Chantonay & de Luçon. — D'après une lettre du général Chalboz, l'armée aux ordres de Tunck est réduite à 1000 hommes; & les brigands, qui l'ont battue, sont environ 30 mille : celle commandée par Chalboz est menacée par les rassemblemens formés à la Châtaigneraye; & l'on peut craindre encore pour celle de Niort. Tunck a dû recevoir à Marans la délibération des représentans qui le concerne. — Le général Lecomte, qui commandoit en l'absence de Tunck, écrit de

Luçon, le 6 septembre, que la veille, à 4 heures, les brigands, rassemblés à Pontcharra, se sont rendus maîtres de Chantonnay.

On écrit de Nantes que les 17 mille hommes de la garnison de Mayence sont arrivés, & que l'on ne tardera pas d'attaquer les brigands dans leurs repaires, à Chollet & à Mortagne, pour opérer ensuite la jonction avec l'armée de Niort. — Une lettre de Niort, datée du 6, annonce que tout se préparoit pour attaquer vigoureusement les rebelles.

Perpignan, le 31 août. Les Espagnols se sont emparés du poste de Corneillas; nous avons perdu plusieurs pièces d'artillerie, & environ 100 hommes tant tués & blessés que prisonniers: dans une attaque qui a suivi cette affaire, l'ennemi a perdu beaucoup de monde par une fusillade très-vive. Lors de l'action de Corneillas, des charretiers ont abandonné leurs pièces. L'ennemi est sur le point de cerner & de bombarder Perpignan; notre armée disponible n'est que de 10 à 11 mille hommes.

Perpignan, le 2 septembre. L'armée commandée par le brave Dagobert s'est emparée de la Cerdagne espagnole; on y planté des arbres de la liberté; les personnes & les propriétés y sont respectées: Perpignan n'est pas cerné: l'ennemi patrouille jusqu'à une lieue de la place; il a près de 22 mille hommes disponibles: quoi qu'il en soit, les citoyens de Perpignan ne balanceront jamais entre la mort & l'esclavage.

Barrere, qui donne lecture de ces lettres, annonce que le département de l'Aude & plusieurs autres envoient de nombreux renforts à l'armée des Pyrénées-Orientales: il dit qu'on a trouvé à Marseille de quoi armer 60 mille hommes; & comme l'armée destinée à agir sur Toulon ne sera que de 40 à 50 mille hommes, il propose de décréter que le surplus des armes trouvées à Marseille sera envoyé vers Perpignan & vers Lyon. Cette proposition est décrétée. — Barrere observe ensuite qu'il importe d'avoir dans l'armée des Pyrénées un représentant qui joigne à une grande fermeté & à un patriotisme brûlant, la connoissance des localités & de la langue du pays: il propose de nommer Gaston pour cette mission importante: ce choix est confirmé au milieu des applaudissemens. « J'accepte, s'écrie Gaston, & je prie l'assemblée de me donner les pouvoirs nécessaires pour me rendre dans le pays qui m'a vu naître, le département de l'Arriège; de là je partirai avec mes concitoyens pour faire bonne guerre à l'Espagnol; nous entrerons sur son territoire, & peut-être nous amènerons à votre barre le despote de Madrid ». — Sur-tout, Gaston, s'écrie Duhem, ne t'amuses pas à municipaliser ». — On applaudit, & la convention investit le citoyen Gaston des pouvoirs dont il fera sans doute un bon usage.

Les représentans-députés à Dunkerque écrivent de cette ville, le 8 septembre, que, dans les sorties des 5 & 6, l'on a tué beaucoup de monde à l'ennemi; que le 8 on l'a vu plier ses tentes & prendre le chemin de Furnes; que ce mouvement est dû aux brillans succès de Houchard; que le nombre des bagages & des hommes pris est considérable, & que l'on amène aussi beaucoup d'artillerie: ils ajoutent que l'on a exécuté à Bergues un prêtre émigré, pris les armes à la main. — Les mêmes écrivent de Dunkerque, le 9, que l'ennemi a décidément abandonné son camp; on lui a enlevé 14 canons de 24, une grande quantité de poudres & beaucoup de bagages: il y avoit dans la ville & dans les environs une foule de gens suspects, que l'on a mis en arrestation;

la garnison commençoit à être travaillée par ces malveillans. L'ennemi vouloit profiter de ces dispositions qu'il avoit préparées, pour faire une attaque décisive: fort d'environ 4 mille hommes, il alloit concerter son feu de terre avec l'approche d'une flotte de trois vaisseaux de ligne & de neuf frégates, lorsque les sorties de notre garnison, heureusement concertées avec le grand mouvement opéré par Houchard, ont fait évanouir ses désastreuses espérances. On lui a fait près de 1200 prisonniers, sans compter 7 à 800 hommes pris à Hondschoote: l'une des colonnes angloises a été mise en déroute complète; les soldats étoient tellement effrayés, qu'ils se portoient, dans leur fuite, du côté de St-Omer, croyant se rallier à leur corps d'armée. Les troupes républicaines comptent bientôt aller à Furnes danser la *carmagnole* & chanter *ça ira*.

Barrere rend compte des mesures promptes & vigoureuses prises par le comité de salut public pour arracher Dunkerque au sort qui le menaçoit: la garnison de cette place étoit douteuse, on l'a fait remplacer par 12 mille hommes d'élite; on avoit de grands besoins, on faisoit beaucoup de demandes, tout a été accordé, on n'a rien épargné: un commandant ne répondoit de la place que pour cinq jours, on l'a remercié. Un autre ne comptoit pouvoir tenir qu'environ quinze jours. On lui a donné un successeur qui a juré de défendre Dunkerque à tous événemens; Houchard a donné de son côté, & voilà Dunkerque sauvé.

Gossuin demande qu'un courrier extraordinaire porte à la garnison de Manbeuge l'heureuse nouvelle de la délivrance de Dunkerque; les communications directes entre ces deux places se trouvant interceptées. — On adopte la proposition de Gossuin.

Barrere a fait ensuite un court rapport sur les événemens qui ont eu lieu à Marseille les 23 & 24 août, sur les négociations de quelques sections de cette ville avec l'amiral Hood, qui, avec une générosité remarquable, leur renvoie cinquante prisonniers françois par un vaisseau parlementaire. Le rapporteur donne lecture d'un arrêté pris le 3 de ce mois à Marseille par les représentans-députés, & tendant à envoyer à Paris, sous la garde d'un officier de gendarmerie, leur collègue Lespinaffi, accusé d'avoir abandonné son poste en diverses circonstances critiques, & d'avoir quitté Nice, où sa présence étoit nécessaire, pour aller voir sa famille. La convention approuve cet arrêté.

On a intercepté un petit bateau où se trouvoit un paquet de lettres adressées à l'amiral Hood par le traître Paoli, chef des rebelles de Corse: les représentans, qui mandent cette nouvelle de Marseille, ajoutent: « Nous allons chasser les Anglois, ou périr sous les murs de Toulon. »

Cambon, organe du comité des finances, fait rendre un décret en 27 articles, qui défend, à compter du 15 septembre pour Paris, & du 1^{er} octobre pour les départemens, la négociation, la vente, cession ou transport des titres & contrats constatant les créances non viagères sur la nation, de quelque nature qu'elles soient, sous peine de nullité d'écrits, & de trois mille livres d'amende payable tant par l'acheteur que par le notaire, courtier-déchange ou autre agent qui auroit participé à la négociation, vente, transport ou cession desdits titres. Nous ferons connoître dans un prochain numéro les principales dispositions de ce décret important.